

Nouveaux Cahiers du socialisme



L'indépendance, toujours à l'ordre du jour. Entrevue avec Pierre LaGrenade

Pierre Beaudet

Number 22, Fall 2019

Valleyfield, mémoires et résistances

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/91536ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaudet, P. (2019). L'indépendance, toujours à l'ordre du jour. Entrevue avec Pierre LaGrenade. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 112–116.

L'indépendance, toujours à l'ordre du jour

Entrevue avec Pierre LaGrenade

Pierre Beaudet¹

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

Ce n'est pas d'hier que la question dite nationale domine la société à Valleyfield et dans la région du Suroît. Après la Conquête, le nouveau seigneur de Beauharnois nommé par l'administration coloniale, Edward Ellice, s'empare des terres et devient « une sorte de tyran régional, très impopulaire, fréquemment dénoncé² ». Lors de l'insurrection républicaine de 1837-1838, les Patriotes sont très actifs dans la région. Dans les années subséquentes, les capitalistes anglo-canadiens prennent le contrôle de l'économie locale qui culmine avec l'installation de la Montreal Cotton. Les profits sont énormes, les salaires misérables. L'intervention de l'armée coloniale est fréquente pour réprimer les mouvements de grève. Des « administrateurs » délégués par la Cotton, tous anglophones, sont présents aux séances du conseil municipal pour surveiller ce qui se passe, car, jusque dans les années 1950, Valleyfield est une véritable « *company town* ». Dans la ville ségréguée, il y a les quartiers pour les patrons anglophones, ceux pour le personnel technique et d'encadrement (majoritairement britanniques et écossais) et ceux pour la masse ouvrière canadienne-française à 95 %.

Durant les années 1970, une nouvelle génération de mouvements sociaux prend forme avec au premier plan les syndicats. Valleyfield devient une ville

1 Entrevue réalisée le 28 février 2019 à Valleyfield.

2 Claude Larivière, *Histoire des travailleurs de Beauharnois et Valleyfield*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1974.

militante où les syndicalistes en mènent large. En 1976, un jeune enseignant, Laurent Lavigne, est élu dans le comté sous la bannière du Parti québécois (PQ). La défaite du Oui au premier référendum de 1980 fait mal. Pour plusieurs militantes et militants, la stratégie « étapiste » pensée par le ministre Claude Morin constitue une erreur, qui fait glisser le PQ dans le piège de la « gouvernance provinciale ».

En 1995, Jacques Parizeau relance le projet. Le deuxième référendum fait appel à une coalition large au sein de laquelle les syndicats et les mouvements populaires trouvent leur place. Un organisme visant à coaliser les indépendantistes, les Partenaires pour la souveraineté, est créé pour mobiliser la population qui vient très près de l'emporter contre l'État fédéral; celui-ci s'efforce de contrer la vague souverainiste par tous les moyens, y compris par la violation des lois électorales. Plus tard, le gouvernement péquiste crée le Conseil de la souveraineté du Québec. Quand le PQ perd les élections en 2003, ce conseil devient un peu plus autonome, et intègre les indépendantistes de l'Union des forces progressistes (UFP). En 2013, le Conseil adopte un nouveau nom, les Organisations unies pour l'indépendance du Québec, les OUI Québec. Des collectifs (des tables régionales) se mettent en place un peu partout au Québec, y compris à Valleyfield, où Pierre LaGrenade, toujours très impliqué dans la vie politique et sociale de sa ville, devient son porte-parole.

P.B. — Le projet indépendantiste ne semble pas avoir beaucoup progressé depuis 1995...

P.L. — La principale faiblesse demeure l'association entre ce projet et un parti politique en particulier, c'est-à-dire le PQ. C'est une impasse, et le seul moyen d'aller de l'avant, c'est de créer un mouvement citoyen, non partisan, un peu comme ce qui a été tenté en Catalogne.

P.B. — Pourquoi cette dissociation d'avec le PQ est-elle nécessaire ?

P.L. — Depuis 1980 et même avant cela, le PQ a troqué le projet d'indépendance pour la « gouvernance provinciale ». Il est devenu un « bon administrateur » et même un allié du gouvernement fédéral conservateur de Brian Mulroney, dans le cadre de la stratégie dite du « beau risque ». À part l'épisode du deuxième référendum, le PQ a laissé l'indépendance au vestiaire. Lucien Bouchard a finalement admis qu'il n'avait plus confiance dans le peuple. L'indépendance du Québec n'appartient pas à un parti politique, c'est d'abord et avant l'affaire du peuple québécois qui n'a jamais eu à se prononcer sur son avenir.



Pierre LaGrenade

P.B. – Et pourtant, tu penses toujours que le projet reste à l’ordre du jour...

P.L. – Il faut se poser une première question : existe-t-il une nation québécoise ? Pour moi, la réponse est oui. C’est une histoire, une culture, une série de batailles contre l’oppression. Le Canada quant à lui s’est construit en dominant cette nation et les peuples autochtones. Plus tard, cette domination s’est modernisée sous la bannière d’un projet « postnational », où il n’y a plus de nation ni même de société, mais des individus « libres ». Tout cela pour cacher les structures qui continuent de nous empêcher d’affirmer nos droits et de nous émanciper comme nation.

P.B. – Malgré cela on existe et on résiste...

P.L. – Notre histoire en est une de lutte. On s’est tenus ensemble. On a créé des structures communautaires, des coopératives, des syndicats. On a imposé une culture qui est relativement intolérante devant les trop grandes inégalités. C’est un peu le village d’Astérix qui bloque les projets de déstructuration de l’État fédéral et de ses larbins québécois.

P.B. – Et comment pourrait-on aller plus loin ?

P.L. – On a la chance de vivre dans un presque pays qui a tous les attributs pour faire quelque chose d’unique. On peut être un laboratoire du vingt-et-unième siècle, libéré de l’emprise pétrolière. Le Québec pourrait être un

site d'expérimentation pour l'humanité, mais il est incapable de s'épanouir à l'intérieur du Canada. C'est pour cela que réaliser l'indépendance est une priorité.

P.B. — Qui peut faire cela ?

P.L. — La convergence. Je ne suis pas pessimiste, car je crois que la Coalition avenir Québec (CAQ) ne va pas faire long feu, avec son autonomisme à rabais devant un État fédéral agressif. Le PQ très affaibli pourrait se reconstruire, à condition qu'il retrouve ses racines sociales-démocrates. Québec solidaire (QS) est en montée, surtout chez les jeunes. C'est un projet qui a du potentiel. Cependant, ces forces ne pourront pas franchir le mur en agissant séparément. Il faudra trouver le moyen de se mettre ensemble.

P.B. — Une certaine droite indépendantiste dit que le rebond de l'option doit se faire en laissant de côté le débat droite-gauche. Autrement dit, que le projet indépendantiste doit se faire sur ses propres bases, non sur ce que QS appelle un projet de société...

P.L. — L'indépendance est un projet de transformation fondamentale, c'est pourquoi la bourgeoisie québécoise et canadienne s'y oppose. Sans compter l'impérialisme américain qui veille au grain. Le projet, c'est la solidarité, et aussi la démocratie, qui n'existe pas à l'ombre de l'État canadien autrement que sous la forme d'une alternance entre partis dominants. Il faut que le peuple prenne le contrôle.

P.B. — C'est le projet de constituante ?

P.L. — Je donne le crédit à QS d'avoir ressuscité cette idée. C'est la voie à suivre. Le pays, le projet du pays, on le bâtira dans un processus inclusif, méthodique, ouvert à la parole de tout le monde. Il faudra se battre pour cela, mais on ne l'aura pas facilement.

P.B. — Et qu'est-ce qu'on fait avec ceux et celles qui vivent avec nous et qui ne s'identifient pas à la nation québécoise ?

P.L. — On ne peut pas en vouloir aux immigrants. Ces femmes et ces hommes arrivent au Canada qui est pour eux, la plupart du temps, un havre de paix qui contraste souvent avec les contrées dont ils proviennent, remplies de conflits. Ce n'est pas qu'ils sont contre l'indépendance du Québec, c'est qu'ils ne

veulent pas vivre dans un contexte d'instabilité, et pour cela, le statu quo leur apparaît plus sécuritaire. Il faut en tenir compte, maintenir le dialogue, mais en même temps, on ne peut pas empêcher 80 % de la population d'aspirer à l'émancipation. Il faut que cette majorité prenne le risque du changement.

P.B. — Je reviens sur ton idée de convergence. Finalement, le débat, avant les élections de 2018, a avorté. Pourquoi et comment pourrait-il réapparaître aujourd'hui ?

P.L. — Je ne nie pas les obstacles. Il y a chez des militants péquistes un certain aveuglement, peut-être un peu de nostalgie, et maintenant de l'amertume. Plutôt que de se regarder dans le miroir, on blâme QS, les médias, n'importe qui. J'observe cela dans la revue *L'Action nationale* par exemple, où on exprime beaucoup de hargne. Du côté de QS, il y a également une certaine arrogance, comme si le fait d'avoir obtenu 17 % des appuis populaires devait faire oublier qu'il y en a 83 % qui sont allés ailleurs. Il y a de ce côté un certain sectarisme qui me fait un peu penser à ce que j'ai vécu moi-même dans les turbulences des années 1970. Une fois dit cela, est-ce qu'on a le choix ? Est-ce qu'on va se contenter d'être dans les marges jusqu'à la fin des temps ?